

TIZI-OUZOU**Le Congrès mondial amazigh amputé de sa dimension internationale**

Le comité préparatoire des 5^{es} assises du Congrès mondial amazigh, en conflit ouvert avec les partisans de Belkacem Lounès, président sortant, est allé jusqu'au bout de son objectif. Il a réuni ce jeudi 30 octobre au niveau du siège des Arouch, sous la surveillance, considérée hostile, des policiers en civil et en tenue, matraques à la main, prêts à intervenir, quelque 130 personnes, entre invités, délégués des Arouch et représentants d'associations culturelles ayant inscrit tamazight à leurs programmes. Les travaux qui devaient débiter à 13 h se sont finalement ouverts à 15 h, deux heures à attendre les délégués marocains, bloqués, dit-on, depuis la veille, mercredi à 14 h, par la police au niveau de la zone internationale de l'aéroport Houari-Boumediene d'Alger, et les délégués des wilayas de Béjaïa, Bouira, Boumerdès, Sétif. Au moment de l'ouverture des travaux, on attendait encore la plupart de ces délégués, tandis que l'on notait la présence d'un ancien délégué des Aurès, et en qualité d'invités, Ali Gherbi d'El-Kseur, Ali Mouzaoui réalisateur, Saïd Chemakh, enseignant au département de tamazighit de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou, Si El-Hafidh, officier de l'ALN et des représentants locaux de l'Union des commerçants. En revanche, aucun représentant de la diaspora kabyle ni des autres pays de Tamazgha ne s'était signalé à ces assises, amputées de ce fait de leur caractère international global pour revêtir un aspect national, voire strictement local. Ces assises consacrent tout de même la cassure, définitive ou temporaire, l'avenir nous le dira, de cette ONG internationale, vieille maintenant de 13 ans, en deux fractions rivales, celle dirigée par le comité préparatoire issu du conseil fédéral du 28 février de l'année en cours avec, à sa tête, le vice-président, et, de l'autre côté, celle demeurée fidèle au président, Belkacem Lounès en l'occurrence, qui tient son congrès au Maroc, faute, dit-on, d'avoir pu obtenir l'autorisation des autorités algériennes de tenir l'assemblée générale (5^{es} assises) à Tizi-Ouzou, conformément à la décision prise par le conseil fédéral. Les partisans du président sortant semblent avoir bénéficié, objectivement, d'un coup de main inespéré de ceux qui ont pris la décision absurde de bloquer les 36 ou 31, selon diverses sources, délégués marocains au congrès de Tizi-Ouzou. Une bêtise de plus qui s'ajoute à la longue liste des atteintes aux droits de l'homme et à la liberté d'expression, ce qui n'honore pas les tenants du pouvoir en place. Il s'en est fallu de peu, d'ailleurs, pour que la rencontre de Tizi-Ouzou n'ait pas lieu : des policiers en tenue, matraques à la main, étaient placés de part et d'autre de la permanence des Arouch, tentant même, au milieu de la matinée, de contrôler les passants suspectés d'appartenance indésirable. Jusqu'au dernier moment, on s'attendait à l'intervention des agents en civil et en tenue qui surveillaient de près les attroupements devant le siège de la CADC, situé face à l'entrée du secteur militaire et à côté du siège, en ruine, des Renseignements généraux, ciblé le 3 août dernier par un attentat kamikaze. Les organisateurs n'ont pas obtenu l'autorisation de l'administration pour tenir cette rencontre abritée par les Arouch après le désistement de la Fondation Matoub Lounès. Bravant, apparemment, le refus implicite des autorités de la tenue de ces assises, les Arouch ont offert toute la logistique nécessaire : locaux, encadrement et autre soutien actif à cette rencontre qui ressemble, à s'y méprendre, aux fameux conclaves de la CADC. Est-ce une tentative de ramasser les miettes du Mouvement citoyen et des associations apparentées au Congrès mondial amazigh ? Les indices relevés tout au long de la phase préparatoire de ces 5^{es} assises incitent à poser la question en dépit des dénégations de Belaid Abrika. A travers les deux assises qui se tiennent parallèlement à Tizi-Ouzou et au Maroc, on se pose la question de savoir qui représente quoi, ainsi que celle qui consiste à savoir quel est le devenir du Congrès mondial amazigh ?

B. T.

AVIS DE DÉCÈS

Son époux, Ahmed Senhadji, ses enfants : Mounir et Ghizlène, Ghalib et Monia, sa maman Hadja Rabéa, sa famille et ses proches ont la grande tristesse de faire part du rappel à Dieu de leur chère et regrettée

Hadja Zoubida née Benabbas
le 31 octobre 2008

L'enterrement a eu lieu le même jour.

A Dieu nous appartenons, à Dieu nous retournons.

DANS UN CONTEXTE ÉCONOMIQUE MOROSE**Les marchés financiers poursuivent leur rechute**

Les marchés financiers rechutaient hier, au dernier jour d'un mois d'octobre qui restera celui d'une crise financière historique, alors que l'horizon économique continue de s'assombrir avec un cortège de mauvais résultats d'entreprises et de plans sociaux.

Après Tokyo qui a perdu 5,01%, Londres cédait 1,63%, Paris 1,92% et Francfort 0,48% en fin de matinée (10h15 GMT). Vers 13h35 (GMT), la Bourse de New York ouvrait en petite baisse : le Dow Jones perdait 0,37% et le Nasdaq 1,0%. Sur le mois, les trois grandes places européennes et New York ont perdu de 15 à 17%. A Tokyo, la perte atteint 25%.

Depuis le début de l'année, les principales Bourses mondiales ont perdu de 30 à 40%. Sur les marchés, le repli de vendredi résultait surtout de prises de bénéfices après

de belles hausses ces derniers jours et d'ajustements de portefeuilles de fins de mois.

Signe de la morosité des investisseurs, les cours du pétrole sont repartis à la baisse en Asie, où le baril perdait 1,64 dollars, à 64,50 dollars. L'or reculait aussi, à 730,30 dollars l'once à Hong Kong contre 773,50 jeudi. Parallèlement, l'euro s'affaissait de nouveau face au dollar et au yen.

La devise nipponne recommençait aussi à progresser face au billet vert, renforçant les inquiétudes pour les exportateurs japonais. Précédant la banque

centrale du Japon qui a abaissé hier son taux directeur de 0,20 point, à 0,30%, la Réserve fédérale américaine (FED) avait annoncé mercredi un abaissement d'un demi-point, à 1,0%, de son principal taux directeur.

La Banque centrale européenne (BCE) et la Banque d'Angleterre ont laissé entendre qu'elles pourraient prochainement aussi assouplir leur politique monétaire. Cela étant, ces banques centrales ont été unanimes à relever les signes probants d'une décroissance économique, l'annonce d'une contraction aux Etats-Unis focalisant l'attention.

La mauvaise santé de l'économie continue de s'exprimer dans les résultats des entreprises, dont beaucoup revoient à la baisse leurs prévisions de

résultats.

Que ce soit à Tokyo, Paris ou aux Etats-Unis, des banques et des opérateurs ont avoué la réduction de leurs bénéfices, le recul des ventes et la fermeture d'usines.

Les plans sociaux se succèdent pour des opérateurs de l'automobile ou de la téléphonie, notamment aux Etats-Unis et au Japon, qui se voient contraints à des suppressions d'emplois.

Face à ces mauvaises nouvelles, la préparation du sommet du G20, le 15 novembre à Washington, devait se poursuivre la semaine prochaine, notamment en Europe avec des réunions des ministres des Finances de la zone euro et un sommet européen à Bruxelles.

C. B. / Agences de presse

FLUCTUANT AU-DESSUS DE 61 DOLLARS**Les cours du pétrole ont perdu hier plus de 2 dollars**

Les cours du brut ont perdu plus de 2 dollars, hier, à l'ouverture des marchés, en réaction à l'annonce d'une contraction de la croissance aux Etats-Unis, qui a ravivé les craintes pour la demande.

Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, s'échangeait en baisse de 2,22 dollars à 61,48 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de

Londres, alors que pendant ce temps, le baril de «light sweet crude» pour la même échéance, perdait 2,06 dollars à 63,90 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex).

Les analystes estiment que le pétrole a repris son mouvement de baisse après que le marché ait finalement ignoré la baisse des taux des banques centrales américaine et japonaise. Ainsi, l'annonce d'une contraction du produit intérieur brut américain (de 0,3%), a ravivé les craintes pour la demande, selon les courtiers. Même si ce

chiffre est légèrement moins mauvais que redouté, les économistes ont souligné que le pire restait à venir, ce qui ne devrait pas aider à rétablir la consommation de produits pétroliers, déjà en net recul dans le pays, premier consommateur de pétrole dans le monde.

C. B. / Agences

SELON LE DG DU FMI**Les pays émergents, prochaines victimes de la crise**

Le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Dominique Strauss-Kahn, a averti hier, dans un journal autrichien, que les économies émergentes seraient les dernières victimes de la crise financière mondiale.

Les pays à économie émergente «doivent non seulement faire face à des baisses de leurs exportations et un recul de la confiance mais ils sont également les dernières victimes d'une crise financière qui a débuté aux Etats-Unis, et s'est ensuite étendue en Europe et qui inonde maintenant au-delà des frontières européennes», écrit-il dans le journal *Der Standard*.

Devant les retraits massifs des capitaux et des investissements étrangers dans les pays d'Europe

centrale et de l'est notamment, M. Strauss-Kahn note qu'actuellement il devient plus attractif de rapatrier dans les pays hautement industrialisés l'argent investi ces dernières années avec de hauts rendements dans les économies émergentes, et cela en raison des mesures mises en oeuvre par les dirigeants des pays riches pour soutenir les banques nationales en difficulté. «Cela complique l'existence des pays à économie émergente», selon le directeur du FMI, car pour soutenir la deman-

de nationale, ces pays «doivent accepter de prendre des mesures similaires à celles décidées par les pays hautement industrialisés», comme les aides d'Etat temporaires aux banques en difficultés.

Le FMI prêt à aider

«Ces pays ne peuvent faire face tout seuls à ces nouveaux défis et les pays industrialisés doivent être prêts à assurer les financements nécessaires qui vont atteindre un montant qui n'a jamais été aussi important», a-t-il ajouté.

Strauss-Kahn a également mis en garde devant l'alternative qui consiste à recourir au protectionnisme, au contrôle des banques et aux cessations

de paiements qui seraient fatales pour l'économie mondiale. Le FMI, a-t-il rappelé, est prêt à injecter 250 milliards de dollars pour répondre aux besoins générés par cette crise et étudie actuellement la création d'un mécanisme permettant de fournir une aide financière à court terme à des pays bien gérés, mais faisant face à des problèmes de liquidités temporaires.

Il a appelé aussi «d'urgence» les gouvernements et banques centrales des pays industrialisés «à tenir à disposition un mode de financement parallèle aux programmes du FMI destinés à surmonter la crise financière».

C. B. / Agences